



Aéroport de Caen – Carpiquet

Commune de Carpiquet (14)



DEMANDE D'ENREGISTREMENT
au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement

Compatibilité du projet avec les documents
de planification des milieux



SEPTEMBRE 2023



OTE INGÉNIERIE
des compétences au service de vos projets

Agence de Metz

1 bis rue de Courcelles
57070 METZ - FRANCE
Tél : 03 87 21 08 79

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION			APPROBATION		N° AFFAIRE : 23010341	Page : 2/18
0	09/2023	Enregistrement ICPE	FM	France MICHELOT		LIG			

Sommaire

Sommaire	3
1. Les documents de planification	4
2. Compatibilité du projet avec les documents	6
2.1. Le SDAGE du Bassin Seine – Normandie	6
2.2. Le SAGE Orne aval et Seules	8
2.3. Le Plan national de prévention des déchets (2014-2020)	12
2.4. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie	15
3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux	18

1. Les documents de planification

Conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement la présente demande comporte les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 du même code.

Aussi, la compatibilité avec les documents suivants doit donc être traitée :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ;
- le Schéma Régional des Carrières ;
- le Plan national de prévention des déchets ;
- le Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets ;
- le Plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
- le Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Parmi ces plans, schémas et programmes, certains n'ont pas besoin d'être mis en compatibilité avec le projet de la société EUROVIA puisqu'ils ne visent aucunement les activités projetées sur le site, ou alors ne concernent pas le secteur d'étude.

Aussi, le tableau page suivante précise quels sont les plans, schémas et programmes concernés par le projet et devant faire l'objet d'une analyse de la compatibilité avec ce dernier.

Tableau n° 1 : Plans, schémas et programmes concernés par le projet de la société EUROVIA GPF

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Projet concerné ou non par le plan, schéma ou programme	Justification de la non sélection d'un plan, schéma ou programme
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI	-
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI	-
Schéma Régional des carrières	NON	Le projet n'est pas concerné par le SRC
Plan national de prévention des déchets	OUI	-
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI	-
Programme d'Actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	Aucune activité agricole n'est menée sur le site. De ce fait, aucune pollution par des nitrates n'est à prévoir
Programme d'Actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	NON	
Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	NON	La commune de Carpiquet n'est pas concernée par un PPA

2. Compatibilité du projet avec les documents

2.1. Le SDAGE du Bassin Seine – Normandie

La commune de Carpiquet est inscrite dans le périmètre du SDAGE Seine – Normandie.

Le SDAGE est un document de planification qui fixe, pour une période de 6 ans, les objectifs environnementaux à atteindre ainsi que les orientations de travail et les dispositions à prendre pour les atteindre et assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ce schéma est élaboré par le comité de bassin et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin.

Pour répondre à la législation européenne et nationale, un premier SDAGE a été mis en œuvre de 2010 à 2015 pour le premier cycle de gestion. Une révision de ce plan a été réalisée, second cycle de gestion pour la période 2016-2021 puis une deuxième révision de celui-ci a été réalisée et s'applique pour la période de 2022-2027.

L'arrêté portant approbation du SDAGE Seine – Normandie 2022-2027 a été publié au journal officiel le 6 avril 2022.

Les orientations fondamentales du SDAGE pour une gestion équilibrée de la ressource en eau répondent aux principaux enjeux identifiés à l'issue de l'état des lieux sur le bassin.

Les 4 enjeux identifiés sont les suivants :

- Protéger la santé et l'environnement – améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ;
- Anticiper les situations de crise, inondation et sécheresse ;
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré.

Pour répondre à ces enjeux, il existe 5 orientations fondamentales qui sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 2 : Orientations du SDAGE Seine et cours d'eau côtiers normands 2022 – 2027

N°	Intitulé	Compatibilité
Orientation 1	Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée	Le projet n'implique aucun prélèvement, ni rejet direct dans des cours d'eau, ni milieux associés. Le projet n'est pas concerné par des milieux humides ou aquatiques.

N°	Intitulé	Compatibilité
Orientation 2	Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages en eau potable	Le site n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'eau potable.
Orientation 3	Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles	Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées concernent les eaux du parc à liant de l'usine d'enrobés. Ces eaux seront contenues dans un parc à liant étanche ; une vanne permettra de faire transiter ces eaux vers un séparateur à hydrocarbures pour ensuite rejoindre un fossé d'infiltration au nord de la plateforme. Les eaux de ruissellement de la plateforme pourront contenir des matières en suspension, elles seront soit dirigées vers le réseau pluviales de l'aéroport (partie sud) soit infiltrées via un fossé d'infiltration (partie nord).
Orientation 4	Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face aux enjeux du changement climatique	Les activités du site ne seront pas à l'origine d'une consommation en eau, le procédé n'étant pas consommateur d'eau. Aucun forage ne sera réalisé dans le cadre du projet. Le projet n'est pas situé en ZRE.
Orientation 5	Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral	Non concerné.

Source : Extrait du SDAGE du bassin de la Seine et des Cours d'eau Côtiers normands 2022-2027

Pour les orientations qui le concernent, le projet de la société EUROVIA respectera les orientations fixées par le SDAGE :

- Les eaux usées sanitaires de la base vie seront pompées et évacuées par une société agréée ;
- Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel ;
- Aucun effluent aqueux du site ne sera rejeté sans traitement préalable s'il le nécessite et aucun rejet ne se fera directement dans le milieu naturel ;
- Faible consommation en eau : en fonctionnement normal, les activités du site ne seront pas à l'origine d'une forte consommation en eau, le procédé n'étant pas consommateur d'eau.

Au regard de ces éléments, il apparaît que les activités projetées par EUROVIA GPF sur le site de Caen – Carpiquet seront conformes au SDAGE du bassin Seine – Normandie.

2.2. Le SAGE Orne aval et Seulles

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...), fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le SDAGE.

La commune de Carpiquet s'inscrit dans le périmètre du SAGE « Orne aval et Seulles ».

Le SAGE Orne aval – Seulles a été approuvé par arrêté préfectoral le 18 janvier 2013.

Liste des enjeux du SAGE :

- Gestion quantitative des eaux
- Qualité des eaux superficielles, souterraines et littorales
- Alimentation en eau potable

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) comporte un règlement établi pour atteindre certains des objectifs exprimés dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD).

Règles du SAGE :

1. Nouveaux rejets d'eau pluviale
2. Maîtrise du phosphore dans les rejets d'effluents domestiques (STEP > 200 EH) dans les milieux sensibles
3. Maîtrise du phosphore pour les rejets d'effluents industriels dans les milieux sensibles
4. Transparence aux crues morphogène
5. Plans d'eau

La compatibilité du projet avec le règlement du SAGE est présentée dans le tableau suivant.

Tableau n° 3 : Compatibilité du projet EUROVIA avec le règlement du SAGE « Orne aval et Seulles »

Règles du SAGE	Contexte	Compatibilité du projet
1. Nouveaux rejets d'eau pluviale	<p>La présente règle s'applique dès l'approbation du SAGE à tout nouveau rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1ha, relevant d'installations, ouvrages, travaux, activités (article L.214-1 du code de l'environnement) et/ou relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (L.512-1 du code de l'environnement), sur tout le territoire du SAGE.</p> <p>Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines est interdit.</p> <p>Sauf impossibilité technique avérée, tout projet conduisant à une imperméabilisation des sols et dont la surface totale, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1ha, devra être équipé d'un dispositif limitant le <u>rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles</u>, dimensionné de sorte que, pour une période de retour décennale :</p> <ul style="list-style-type: none"> le débit de fuite soit inférieur ou égal au débit décennal prévisible dans les conditions préalables au projet et, sauf situation locale exceptionnelle dûment démontrée, inférieur à 5 l/s/ha ; en cas de méconnaissance de ce débit prévisible, le débit de fuite sera fixé dans une fourchette comprise entre 2 et 5 l/s/ha, en fonction de la sensibilité du milieu ; <p>En termes de qualité, c'est la pluie courante de période de retour 2 ans qui est retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> le taux d'abattement des matières en suspension (MES) dans le rejet de fuite, exprimé en flux annuel, doit être proposé dans le document d'incidence prévu par les articles R.214-6 et R.214-32 du code de l'environnement. A défaut il sera supérieur ou égal à 70% ; la concentration maximale du rejet de fuite doit être proposée dans le document d'incidence prévu par les articles R.214-6 et R.214-32 du code de l'environnement. A défaut elle sera inférieure à 30 mg/l de matières en suspension (MES) et 5 mg/l d'hydrocarbures totaux. <p>Sauf impossibilité technique avérée, tout projet conduisant à une imperméabilisation des sols et dont la surface totale, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1ha, et rejetant par <u>infiltration dans les eaux souterraines</u> devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier de l'absence d'impact sur la masse d'eau souterraine réceptrice être équipé d'un dispositif limitant le rejet, avec une vitesse d'infiltration comprise entre 1x10-5 m/s et 1x10-6 m/s (3,6 mm/h ou 3,6 l/m2/h). être équipé, en amont du dispositif d'infiltration, d'une rétention fixe et étanche destinée à recueillir une pollution accidentelle, à l'aval des opérations à caractère commercial ou industriel susceptibles d'accueillir des véhicules transportant des substances polluantes. 	<p>Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées concernent les eaux du parc à liant de l'usine d'enrobés. Ces eaux seront contenues dans un parc à liant étanche ; une vanne permettra de faire transiter ces eaux vers un séparateur à hydrocarbures pour ensuite rejoindre un fossé d'infiltration au nord de la plateforme.</p> <p>Les eaux de ruissellement de la plateforme pourront contenir des matières en suspension, elles seront soit dirigées vers le réseau pluviales de l'aéroport (partie sud) soit infiltrées via un fossé d'infiltration (partie nord).</p>

Règles du SAGE	Contexte	Compatibilité du projet
2. Maîtrise du phosphore dans les rejets d'effluents domestiques (STEP > 200 EH) dans les milieux sensibles	<p>Cette règle s'applique à l'ensemble des dispositifs d'assainissement recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg/j de DBO5 (plus de 200 EH).</p> <p>Sauf impossibilité technique avérée, ou contraintes sanitaires particulières, ou coût d'investissement disproportionné par rapport à l'investissement global sur l'ouvrage, le rejet des effluents traités des nouveaux dispositifs d'assainissement et des dispositifs d'assainissement réhabilités recevant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5, lorsqu'il s'effectue dans les eaux superficielles fait l'objet d'un traitement renforcé du phosphore dans les conditions définies ci-dessous.</p> <p>Le rejet doit faire l'objet d'une déphosphoration lui permettant d'obtenir une concentration de phosphore total (Pt) dans le rejet, inférieure ou égale à 2 mg/l :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour les dispositifs d'assainissement recevant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5, s'ils rejettent dans : - une masse d'eau "petit cours d'eau", - un réservoir biologique, - un site Natura 2000, - un cours d'eau bénéficiant d'un arrêté de protection de biotope pour la vie aquatique, pour les dispositifs d'assainissement recevant une charge brute de pollution organique comprise entre 12 et 120 kg/j (exclus) de DBO5, s'ils rejettent dans : - un réservoir biologique, - un site Natura 2000, - un cours d'eau bénéficiant d'un arrêté de protection de biotope pour la vie aquatique. 	Non concerné
3. Maîtrise du phosphore pour les rejets d'effluents industriels dans les milieux sensibles	<p>Cette règle s'applique aux dispositifs d'assainissement industriel rejetant du phosphore dans les milieux aquatiques sensibles, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les masses d'eau "petits cours d'eau", - les réservoirs biologiques, - les sites Natura 2000, - les cours d'eau bénéficiant d'un arrêté de protection de biotope pour la vie aquatique. <p>Le rejet, lorsqu'il s'effectue dans les eaux superficielles, doit faire l'objet d'une déphosphoration lui permettant de respecter les concentrations de phosphore total (Pt) suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 mg/l en moyenne annuelle pour des flux de phosphore sortant compris entre 0,5 et 8 kg/j - 1 mg/l en moyenne annuelle pour des flux de phosphore sortant supérieurs à 8 kg/j <p>La concentration maximale instantanée sera fixée de manière à ne pas dépasser une augmentation de concentration de 0,1 mg/l de phosphore total dans le milieu récepteur.</p> <p>Sont exclues de l'application de ces normes, les installations rejetant certaines formes chimiques du phosphore complexées et difficilement « précipitables » pour lesquelles le coût de déphosphoration s'avérerait trop onéreux au regard de la précipitation habituelle au chlorure ferrique.</p>	Non concerné

Règles du SAGE	Contexte	Compatibilité du projet
4. Transparence aux crues morphogène	<p>Cette règle s'applique à tout ouvrage hydraulique existant ou en projet barrant partiellement ou totalement le lit mineur du cours principal de l'Orne, quel que soit l'usage affecté à cet ouvrage, à l'exception des ouvrages destinés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintenir la côte d'un canal de navigation ou d'un port. <p>Sauf impossibilité technique absolue et dûment justifiée, ou impératif de sécurité, tout ouvrage équipé d'un barrage devra assurer la transparence maximale des débits solides à l'occasion de la survenue des crues morphogènes, par ouverture des dispositifs de vidange, notamment des vannes de fond.</p> <p>Une crue est considérée comme morphogène sur l'Orne lorsque la cote à la station limnimétrique de à Thury-Harcourt est égale à 3,00 m pour l'Orne. Les vannages seront donc ouverts dès que la cote à la station de Thury-Harcourt atteindra 2,50 m et tant qu'elle sera supérieure à cette côte (côte 2010).</p>	Non concerné
5. Plans d'eau	<p>Cette règle s'applique à toute opération de construction ou d'extension de plan d'eau.</p> <p>Sauf motif d'intérêt public dûment constaté par un arrêté de déclaration d'utilité publique, ou sauf impossibilité technique absolue dûment justifiée, un nouveau plan d'eau ne peut être établi que s'il est alimenté en eau par pompage dans une nappe souterraine ou recueil direct des eaux de ruissellement d'un bassin versant.</p> <p>Sauf motif d'intérêt public dûment constaté par un arrêté de déclaration d'utilité publique, aucun nouveau plan d'eau ne peut être alimenté par prélèvement dans la nappe souterraine classée en zone de répartition des eaux.</p> <p>Les opérations de construction et d'extension de plans d'eau sont réalisées de manière à ne pas générer de prélèvements d'eau dans les cours d'eau figurés sur la carte R4 et listées aux tableaux 2 et 3, à savoir les cours d'eau ayant au moins l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ayant un objectif de très bon état écologique, - jouant le rôle de réservoirs biologiques identifiés dans le SDAGE Seine-Normandie, - vulnérables au cumul des plans d'eau : le ratio (surface totale de plans d'eau / surface du lit mineur du cours d'eau) est supérieur à 2. <p>Les opérations de remplissage de plans d'eau existants en dérivation du réseau hydrographique superficiel sur ces mêmes cours d'eau sont effectuées exclusivement sur une période allant du 15 octobre au 15 juin.</p>	Non concerné

Au regard de ces éléments, il apparaît que les activités projetées par EUROVIA GPF sur le site de Caen – Carpiquet seront conformes au règlement du SAGE « Orne aval et Seules »

2.3. Le Plan national de prévention des déchets (2014-2020)

Le Plan national de prévention des déchets (PNPD) fixe les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et décline les actions de prévention à mettre en œuvre. L'élaboration d'un plan de prévention des déchets s'inscrit dans le cadre défini par le droit européen et le code de l'environnement.

Le Plan national de prévention des déchets a été approuvé par un arrêté ministériel en date du 18 août 2014. Ce dernier couvre la période 2014-2020 et se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets. Son élaboration s'est inscrite dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit dans son article 29 une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets, en examinant un certain nombre de types d'actions (listés dans l'Annexe IV de cette directive) pour déterminer la pertinence de les mettre en œuvre, et d'évaluer périodiquement ces plans nationaux.

Le plan national de prévention des déchets 2014-2020 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques). En effet, de nombreuses actions de prévention impliquent que se rencontrent des alternatives initiées tant par les acteurs économiques, que par les organisations non gouvernementales, la société civile et les pouvoirs publics. Nombreuses actions de prévention des déchets impliquent des modifications de comportement qui doivent, pour être effectifs, s'inscrire dans la durée.

Constituant la 3^e édition, le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) pour la période 2021-2027 actualise les mesures de planification de la prévention des déchets au regard des réformes engagées en matière d'économie circulaire depuis 2017.

La concertation préalable sur la 3^e édition du Plan national de prévention des déchets a été organisée du 30 juillet au 30 octobre 2021. Cette concertation permettra :

- d'affirmer les priorités d'actions en matière de prévention des déchets,
- d'enrichir le projet des contributions sur la mise en œuvre des mesures de prévention,
- de recueillir les attentes des citoyens pour guider l'action des pouvoirs publics dans le cadre des réformes à venir au niveau national et européen en matière de prévention des déchets et d'économie circulaire.

Le plan national de prévention des déchets s'articule autour de 5 axes, présentés ci-après.

Illustration n° 1 : Plan National de Prévention des Déchets

PLAN NATIONAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.



LES OBJECTIFS À ATTEINDRE D'ICI 2030

- > Réduire de **5%** les déchets d'activités économiques
- > Réduire de **15%** les déchets ménagers et assimilés
- > Réduire de **50%** le gaspillage alimentaire
- > Atteindre l'équivalent de **5%** du tonnage des déchets ménagers en matière de réemploi et réutilisation

Retrouvez la concertation du public sur le plan de prévention des déchets :
www.prevention-dechets.gouv.fr

- **Axe 1 – Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services**

Inciter les producteurs à mettre en place des actions d'éco-conception. Pour certains types de produits, les mesures s'adressent aux filières à responsabilité élargie du producteur (REP), dispositifs particuliers d'organisation de la prévention et de la gestion de déchets, reposant sur une extension du principe « pollueur – payeur ».

- **Axe 2 – Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation**

Lever les freins au développement de la réparation : rendre la réparation plus accessible pour les consommateurs et faciliter les actions de réparation des produits et des équipements.

- **Axe 3 – Développer le réemploi et la réutilisation**

Créer les conditions favorisant l'essor du réemploi et de la réutilisation en France, en soutenant les filières de réemploi, dont les structures de l'économie sociale et solidaire, et en améliorant l'accès aux gisements. Il se décline en différentes mesures portant sur les produits ménagers ainsi que sur les matériaux et produits du secteur du bâtiment.

- **Axe 4 – Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets**

Réduire la production de déchets et l'empreinte environnementale liée à notre consommation : réduire la consommation de produits à usage unique, dont ceux en plastique à usage unique, lutter contre le gaspillage y compris contre le gaspillage alimentaire.

- **Axe 5 – Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets**

Mobiliser les leviers d'action des collectivités locales et de l'État en matière de prévention des déchets, s'agissant des politiques territoriales d'économie circulaire et en s'appuyant sur la commande publique éco-responsable.

Le projet de la société EUROVIA GPF prévoit le tri et le respect des filières spécifiques des déchets :

- Le recyclage des poussières ou fines récupérées par le dépoussiéreur au sein du tambour sécheur-malaxeur,
- Le recyclage des rebuts de fabrication qui seront récupérés et mélangés à des granulats pour la fabrication d'enrobés,
- Le recyclage des agrégats d'enrobés issus du rabotage des anciennes chaussées, par leur réintégration dans la fabrication de nouveaux enrobés. Cette valorisation permettra de réduire la quantité de déchets du BTP dans le secteur

Au regard de ces éléments, il apparaît que la gestion des déchets de la société EUROVIA GPF sur le site de Caen-Carpiquet sera compatible avec les orientations générales du Plan national de prévention des déchets.

2.4. Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie

Depuis la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) adoptée le 7 août 2015, la Région est compétente pour établir le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Ainsi, elle doit coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets (décret du 17 juin 2016).

La Région Normandie a adopté le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) lors de l'assemblée plénière du 15 octobre 2018.

Son chantier d'élaboration a associé, dans un souci de concertation et de transparence, l'ensemble des acteurs normands (Etat, collectivités, professionnels, entreprises, associations...).

Le PRPGD couvre l'ensemble du territoire normand : La Manche, l'Orne, le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime.

Le PRPGD doit réaliser une planification à 6 et 12 ans de la gestion des déchets. L'année de référence pour le PRPGD Normandie étant l'année 2015, la planification a donc été réalisée pour les années 2021 (6 ans) et 2027 (12 ans).

L'article R.541-15 du Code de l'Environnement précise le périmètre technique du PRPGD : « *Le plan régional de prévention et de gestion des déchets concerne l'ensemble des déchets suivants, qu'ils soient dangereux, non dangereux non inertes ou non dangereux inertes :*

- 1. Les déchets produits dans la région par les ménages, les activités économiques, les collectivités, les administrations ;*
- 2. Les déchets gérés dans la région : collectés ou traités dans une installation de collecte ou de traitement de déchets, utilisés dans une installation de production en substitution de matière première, dans une installation de production d'énergie, dans une carrière ou dans la construction d'ouvrages de travaux publics en substitution de matière première ;*
- 3. Les déchets importés pour être gérés dans la région, exportés pour être gérés hors de la région. »*

Le PRPGD concerne toutes les catégories de déchets, hors nucléaire et militaire : les déchets dangereux, ménagers, organiques, économiques (dont ceux issus du BTP).

Le PRPGD a pour objet de coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets en vue d'assurer notamment la réalisation des objectifs suivants (article L.541-1 du code de l'environnement) :

- Donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, même si la Région ne possède pas la compétence « collecte et gestion des déchets », elle compte sur la mobilisation des EPCI, indispensable pour asseoir les mesures inscrites dans le Plan.

- De mettre en œuvre la hiérarchie des modes de traitement des déchets, consistant à privilégier dans l'ordre :
 1. La préparation en vue de la réutilisation ;
 2. Le réemploi et la réutilisation ;
 3. Le recyclage ;
 4. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 5. L'élimination.
- D'organiser le transport des déchets de façon à le limiter en distance et en volume selon le principe de proximité, l'organisation de la gestion des déchets sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement et le respect du principe d'autosuffisance restent d'actualité.
- Réduire de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant et la réduction des quantités de déchets d'activités économiques, notamment de ceux issus du secteur du bâtiment et des travaux publics, d'ici 2020 (par rapport à 2010),
- Faire progresser le tri à la source des déchets organiques pour le service public, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets d'ici à 2025,
- Augmenter la quantité de déchets valorisés sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation 55% en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65% en masse en 2025,
- Etendre les consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022,
- Valoriser sous forme de matière de 70% des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020,
- Réduire de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 et de 50% en 2025 (par rapport à 2010) ;
- Faire progresser la tarification incitative : avec un objectif national de 15 millions d'habitants en 2020 et 25 millions en 2025.

L'ensemble des flux de déchets générés par l'exploitation du site sera pris en charge par l'intermédiaire de filières adaptées et de prestataires spécialisés.

- Aucun des déchets provenant de l'entretien courant ne sera stocké sur site.
Une société spécialisée sera chargée de l'entretien des machines et s'assurera de la récupération des déchets (huile usagées, filtres, etc.) et de leur traitement.
- Environ 15 tonnes de rebuts de fabrication sont produits quotidiennement. Ces rebus seront entreposés au niveau du stockage des agrégats d'enrobés issus du rabotage de la chaussée. Ces matériaux inertes seront ensuite valorisés.

- Les déchets domestiques seront produits en faibles quantités sur le site. Ils seront régulièrement apportés par le personnel dans les containers mis en

L'ensemble des flux de déchets générés par l'exploitation du site sera pris en charge par l'intermédiaire de filières adaptées et de prestataires spécialisés.

Au regard de ces éléments, il apparaît que la gestion des déchets menée par EUROVIA GPF sur le site de Caen – Carpiquet sera conforme au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Normandie.

3. Synthèse sur la compatibilité avec les documents de planification des milieux

Tableau n° 4 : Synthèse sur la compatibilité de l'installation de la société EUROVIA GPF avec les documents de planification des milieux

Plans, schémas et programmes devant faire l'objet d'une mise en compatibilité	Compatibilité avec l'installation
Schéma Directeur d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SDAGE)	OUI
Schéma d'Aménagement de et de Gestion des Eaux (SAGE)	OUI
Plan national de prévention des déchets	OUI
Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	OUI